



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association AGAP

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association AGAP

270 rue Louis Pierre Dugrosprez - 60610 LA CROIX-SAINT-OUEN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association AGAP

270 rue Louis Pierre Dugrosprez - 60610 LA CROIX-SAINT-OUEN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'association AGAP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGAP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 7 mai 2025

KPMG SA



Signé par **Thierry Champion**

Thierry Champion
Associé

07/05/2025 13:40

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours	24 685	24 310	375	1 375
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 055 926	316 991	738 934	796 927
Constructions	4 317 332	1 358 340	2 958 992	3 194 892
Installations techniques, matériel et outillage industriels	426 856	388 264	38 592	44 099
Immobilisations corporelles en cours				
Autres				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 150		2 150	2 150
Prêts	208 886		208 886	197 855
Autres	6 092		6 092	6 064
TOTAL I	6 041 926	2 087 905	3 954 022	4 243 363
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	23 828		23 828	28 210
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	742 330	19 853	722 477	682 329
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	131 589		131 589	224 374
Valeurs mobilières de placement	674 782	43 316	631 465	617 430
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 179 237		2 179 237	1 786 353
Charges constatées d'avance	20 789		20 789	27 187
TOTAL II	3 772 554	63 169	3 709 385	3 365 883
Frais d'émission des emprunts (III)	111 946		111 946	120 557
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	9 926 426	2 151 074	7 775 352	7 729 803

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	152	152
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	2 632 098	2 632 098
Report à nouveau	69 910	69 259
Excédent ou déficit de l'exercice	73 086	651
Situation nette (sous total)	2 775 246	2 702 160
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 775 246	2 702 160
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	26 657	
Provisions pour charges	343 075	270 921
TOTAL III	369 732	270 921
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 825 398	4 037 249
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 941	134 757
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	694 313	576 715
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 070	1 339
Autres dettes	5 149	6 213
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	503	450
TOTAL IV	4 630 375	4 756 722
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	7 775 352	7 729 803

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	391 545	496 142
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	3 092 918	3 001 796
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 323 200	1 265 743
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	4 986	5 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 119	64 698
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	109 816	77 893
TOTAL I	4 935 584	4 911 272
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	122 946	170 255
Variation de stock	4 383	(7 036)
Autres achats et charges externes	925 892	1 139 914
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	38 855	38 957
Salaires et traitements	2 686 627	2 530 791
Charges sociales	592 486	555 441
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	326 404	331 159
Dotations aux provisions	78 792	79 631
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	26 805	32 471
TOTAL II	4 803 192	4 871 584
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	132 392	39 688
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	12 398	7 740
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	15 303	14 594
Autres intérêts et produits assimilés	15 228	12 412
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	52 406	67 976
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	95 335	102 722
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	43 316	52 406
Intérêts et charges assimilées	84 669	89 163
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	127 985	141 570
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(32 650)	(38 847)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	99 742	841
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		190
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	26 657	
TOTAL VI	26 657	190
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(26 657)	(190)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 030 919	5 013 994
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	4 957 834	5 013 343
EXCEDENT OU DEFICIT	73 086	651
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

<p>Annexe aux Comptes Annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 AGAP ACVO</p>

I – DENOMINATION – OBJET – MODALITES D’ACTION

1. Dénomination

L'Agap regroupe des personnes physiques ou morales qui, appartenant ou s'intéressant à des familles ayant un lien familial avec des personnes en situation de handicap, adhèrent aux présents statuts.

Sa zone d'action s'étend principalement au territoire du département de l'Oise. Sa durée est illimitée.

2. Objet social de l'Association

Celle-ci a pour but :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique ou intellectuel des personnes en situation de handicap, par l'exercice d'une activité à caractère professionnel et la formation professionnelle.
- Assurer, coordonner ou promouvoir, d'elle-même ou à la demande de ses membres, les démarches administratives et les représentations auprès des autorités de tarification et de contrôle de l'Etat et du Département, des pouvoirs publics, des collectivités territoriales, des instances administratives et des élus.
- Etablir les concertations et partenariats avec les autres associations, les organismes et les établissements qui œuvrent en faveur des personnes en situation de handicap mental ou psychique.

3. Moyens d'Action

Pour ce faire, elle peut agir

❖ A l'égard des personnes en situation de handicap

- En gérant une entreprise adaptée dénommée « A.C.V.O. » principalement pour personnes en situation de handicap ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH).

- En créant ou gérant toute autre établissement ou service de travail adapté dans le département de l'Oise.

❖ A l'égard de la société civile

- En mettant une stratégie de communication pour faire connaître, reconnaître ses actions et faire évoluer le regard sur le handicap.

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

II – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Aucun fait caractéristique significatif n'est à signaler pour cet exercice.

III – PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

- 1 . Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- 2 L'application du règlement ANC n°2018-06 ne constitue pas de changement de méthode comptable. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent étaient présentés selon les nouvelles normes ANC n°2018-06.
- 3 Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux nouvelles règles générales d'établissement et de présentation des comptes selon la norme ANC 2018-06.
- 4 L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.
- 5 Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.
- 6 Les comptes présentés appliquent la méthode « optionnelle » suivante parmi celles proposées par le règlement 2014-03 : en application de l'article 212-11 les frais d'émission d'emprunt sont répartis sur la durée de remboursement de l'emprunt.

IV – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. ACTIF

Exercice du 01 Janvier au 31 Décembre 2024

Tableau des Immobilisations

Comptes Immobilisations	A Nouveau	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/24
Autres Immo Incorporelles	24 684.75	0.00	0.00	24 684.75
Terrains nus	476 000.00	0.00	0.00	476 000.00
Agencements terrains	579 925.50	0.00	0.00	579 925.50
Ins Agencements et aménagements	632 852.96	6 778.83	0.00	639 631.79
Constructions	3 677 700.00	0.00	0.00	3 677 700.00
Mat & Outillages ACVO	224 293.63	7 918.66	0.00	232 212.29
Ins. Aménagement divers	78 124.97	0.00	0.00	78 124.97
Mat de transport	21 917.15	0.00	0.00	21 917.15
Mat de bureau & Informatique	64 628.26	2 696.17	5 925.08	61 399.35
Mobilier	33 700.44	0.00	498.00	33 202.44
Total	5 813 827.66	17 393.66	6 423.08	5 824 798.24

Tableau des Amortissements

Comptes Immobilisations	A Nouveau	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/24
Autres Immo Incorporelles	22 309.75	1 000.00	0.00	24 309.75
Terrains nus	0.00	0.00	0.00	0.00
Agencements terrains	258 998.48	57 992.55	0.00	316 991.03
Bâtiments	827 482.50	183 885.00	0.00	1 011 367.50
Ins. Agencements divers	288 178.69	58 793.90	0.00	346 972.59
Mat & Outillages ACVO	209 050.41	9 205.15	0.00	218 255.56
Ins. Aménagement divers	51 861.82	3 342.43	0.00	55 204.25
Mat de transport	21 917.15	0.00	0.00	21 917.15
Mat de bureau & Informatique	62 344.59	3 276.60	5 925.08	59 696.11
Mobilier	33 391.27	297.60	498.00	33 190.87
Total	1 776 534.66	317 793.23	6 423.08	2 087 904.81

➤ Les principaux mouvements :

○ *Acquisitions :*

- 1 Défibrillateur,
- 1 Autolaveuse,
- 1 Ordinateur,
- 1 Imprimante,
- des racks.

○ *Sorties :*

- 1 Ordinateur Portable,
- 2 Imprimantes,
- 2 Ordinateurs de bureau,
- 1 Perfo sans fils.

Les principaux modes et durées d'amortissements pratiqués sont les suivants :

<u>Immobilisations</u>	<u>Mode</u>	<u>Durée</u>
Logiciel	Linéaire	1 an
Agencements terrains	Linéaire	10 à 15 ans
Bâtiments	Linéaire	8 à 20 ans
Ins. Agencements divers	Linéaire	5 à 20 ans
Mat & Outillages ACVO	Linéaire	1 à 10 ans
Ins. Aménagement divers	Linéaire	3 à 10 ans
Mat de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Mat de bureau & Informatique	Linéaire	2 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Tableau des Immobilisations Financières

Immobilisations Financières	A Nouveau	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/24
Autres Titres BFCC (141 parts)	2 150.25	0.00	0.00	2 150.25
Prêts aux organ. collecteurs	197 855.00	11 031.00	0.00	208 886.00
Dépôts et cautionnements versés	6 064.49	27.43	0.00	6 091.92
Total	206 069.74	11 058.43	0.00	217 128.17

Tableau des Valeurs Mobilières de Placement

Valeurs Mobilières de Placement	Valeur Inscrite à l'actif	Valeur Liquidative	Plus ou Moins-Value au 31/12/24
Parts sociales BPRP (2 167 parts)	108 350.00	108 350.00	0.00
Titre Sub Remb BPCE 3% (150 000 titres)	161 837.50	149 941.84	-11 895.66
Titre Sub Remb CA 2.8% (150 000 titres)	159 455.00	150 099.56	-9 355.44
Parts sociales BFCC (6 096 parts)	92 964.00	92 964.00	0.00
Horizon Trésor Durable n°2 (150 titres)	150 000.00	127 935.00	-22 065.00

Acquisition sur l'année 2024 de :

- 62 parts sociales BPRP
- 121 parts sociales BFCC.

Charges Constatées d'Avance

Les charges constatées d'avance comptabilisées à la clôture de l'exercice pour 20 788.91 € correspondent à des charges d'exploitation relatives à l'exercice 2025.

Evaluation des Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré)

Etat des Créances

Libellé	Montant brut	- 1 an	+ 1 an
<u>Actif Immobilisé</u>			
- Créances rattachées à des participations			
- Autres Créances			
<u>Actif Circulant</u>			
- Clients et cptes rattachés	742 329.63	713 004.39	29 325.24
- Autres créances	131 589.07	131 589.07	
-Charges constatées d'avance	20 788.91	20 788.91	
Total	894 707.61	865 382.37	29 325.24

Les créances clients dont l'échéance est à plus d'un an, correspondent aux clients douteux provisionnés en moyenne à hauteur de 81 %.

Les autres créances correspondent :

- i. à hauteur de 113 631.84 € à l'aide aux postes pour le mois de décembre 2024, due au 31 décembre 2024, mais versée sur janvier 2025,
- ii. à hauteur de 5 953.95 €, au remboursement à recevoir pour les salaires et la formation Français par l'AGEFIPH, au remboursement du salaire et de la formation CACES par le PIC EA et au remboursement des frais de déplacement à la MDPH,
- iii. à hauteur de 2 500 € au versement à recevoir pour l'emploi francs.

Charges à Répartir sur Plusieurs Exercices

Le montant des frais d'émission des emprunts s'est élevé à 172 224 € en 2018. Ces frais ont donc été transférés à l'actif (au compte 481800), au cours de l'exercice précédent, pour être étalés sur la durée des emprunts.

	Frais émission d'emprunts en 2018	Transfert de charges en 2018	Amortissement 31/12/2024	Solde Charges à étaler au 31/12/2024
		Cpte 790	Cpte 6812	Cpte 4818
Charges à étaler	172 224.00	172 224.00	8 611.20	111 945.60

2. PASSIF

Variation des Fonds Propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	152.45			152.45
Autres réserves	242 259.93			242 259.93
Excédents affectés à l'investissement	1 276 480.47			1 276 480.47
Réserve de trésorerie	1 113 357.64			1 113 357.64
Report à nouveau	69 258.92	650.68		69 909.60
TOTAL	2 701 509.41	650.68		2 702 160.09

Le résultat consolidé AGAP/ACVO de l'exercice 2023 d'un montant de 650.68 € a été affecté de la façon suivante, suivant décision de l'AGO du 06 juin 2024 :

- iv. AGAP : le déficit de 112.71 € a été affecté en report à nouveau,
- v. ACVO : le bénéfice de 763.39 € a été affecté en report à nouveau.

Provisions

Les provisions constituées à la clôture de l'exercice sont destinées à couvrir des charges de personnel.

➤ *Provision pour litige prud'homal :*

Aucun litige prud'homal en cours au 31 décembre 2024.

➤ *Provision pour risques :*

A la suite de la loi sur les congés payés et arrêt maladie parue le 23 avril 2024, une provision de 26 656.53 € a été passée (salariés sortis et non réclamée)

➤ *Provision pour indemnité de départ à la retraite :*

Suite à la mise à jour des mouvements de personnel sur l'année 2024, la dotation aux provisions pour indemnité de départ en retraite s'élève à 72 154.37 €.

La provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculée sur les bases suivantes :

- Départ à la retraite : 64 ans pour les cadres et pour les non-cadres
- Taux d'actualisation : 3.70 %
- Taux de charges sociales : 33.09%
- Taux de rotation : faible

	A Nouveau	Dotation	Reprise	Solde au 31/12/24
Provisions pour litige	0.00	0.00	0.00	0.00
Provisions pour risques	0.00	26 656.53	0.00	26 656.53
Prov / pensions & obli. Simil	270 920.63	72 154.37	0.00	343 075.00
Autres provisions pour charges	0.00	0.00	0.00	0.00
Total	270 920.63	98 810.90	0.00	369 731.53

Etat des Dettes

Libellé	Montant brut	- 1 an	+ 1 an
<u>Dettes financières</u>			
- Emprunt auprès étab. Crédit			
- Emprunt Dépôt et Consignation	0.00	0.00	0.00
- Emprunt BFCC (200 000 €)	0.00	0.00	0.00
- Emprunt BFCC (2 392 000€)	1 906 753.15	108 931.86	1 797 821.29
- Emprunt BPRP (1 435 200€)	1 147 834.79	64 318.24	1 083 516.55
- Emprunt BPRP (956 800 €)	765 223.16	42 878.83	722 344.33
- Intérêts courus	5 586.53	5 586.53	
<u>Autres dettes</u>			
- Fournisseurs	103 940.61	103 940.61	
- Dettes fiscales et sociales	694 313.34	694 313.34	
- Dettes sur Immobilisations	1 070.40	1 070.40	
- Autres dettes	5 149.33	5 149.33	
- Produits constatés d'avance	503.33	503.33	
Total	4 630 374.64	1 026 692.47	3 603 682.17

Les remboursements d'emprunt 2024 se sont élevés à 211 543.94 €.

V – INFORMATION RELATIVES COMPTE DE RESULTAT

- Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation se répartissent de la manière suivante :

Le total du chiffre d'affaires s'élève à 3 484 462.60 €. Il se compose principalement de :

- Chiffre d'Affaires Papeterie (frais port inclus) : 400 870 €
- Chiffre d'Affaires Colgate : 460 358 €
- Chiffre d'Affaires Centre de Tri : 712 906 €
- Chiffre d'Affaires Paprec prestations : 26 694.24 €
- Chiffre d'Affaires Chanel : 184 694 €
- Chiffre d'Affaires Sanofi Aventis : 310 447 €
- Chiffre d'Affaires DIM : 154 128 €
- Chiffre d'Affaires Initial : 44 633 €
- Chiffre d'Affaires Propreté : 351 418 €
- Chiffre d'Affaires recyclage papier : 409 910 €

Les concours publics et contributions financières forment un total de 1 328 186 € soit :

- Subvention compensation de salaires TH : 1 323 200 €
- Subvention pour les emplois Francs : 4 986 €

A la clôture de l'exercice 2024, le résultat ressort bénéficiaire de 73 086 € soit :

- Pour l'AGAP : excédent de 137 €
- Pour l'ACVO : excédent de 72 949 €

Au 31/12/2024, l'effectif de l'A.C.V.O. était de 108 personnes dont 68 hommes et 40 femmes. Il se répartit de la manière suivante :

- 5 Cadres,
- 20 Non-Cadres Valides,
- 86 Non-Cadres Handicapés.

- Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est signalé qu'il n'a pas été versé, au cours de l'exercice 2024 de rémunérations et avantages en nature aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles. Cette rémunération n'est pas mentionnée par les cadres dirigeants salariés, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

VI – RESULTAT EXCEPTIONNEL

Au 31 décembre 2024, le résultat exceptionnel ressort déficitaire de 26 657 €, soit :

- Pénalités et amendes :	0 €
- Autres Charges exceptionnelles :	26 657 €
- Charges sur exercices antérieurs :	0 €
- Produit de cession des éléments d'actif :	0 €

VII– ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS

La CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions) s'est portée caution de l'emprunt auprès du Groupe Crédit Coopératif à hauteur de 60% de l'encours de l'emprunt, soit au 31 décembre 2024 pour un montant de 1 144 051.89 €.

La CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions) s'est portée caution de l'emprunt auprès de la Banque Populaire Rives de Paris à hauteur de 60% de l'emprunt, soit au 31 décembre 2024 pour un montant de 1 147 834.79 €.